



Postface :

UNE PERSPECTIVE ACADEMIQUE*

Rodney Harrison (Professeur d'études de patrimoine, University College London)

Pour beaucoup, l'idée que la nature et la culture sont distincts et pourraient être gérés et préservés sans tenir compte de leurs interactions est étrange. En effet, une telle perspective est aujourd'hui généralement considérée comme le produit d'une vision du monde fondée sur des notions d'exceptionnalisme humain pour justifier des relations d'exploitation et extractives entre les êtres humains et leur environnement et a fréquemment abouti à des relations connexes, hiérarchiques, inégales et d'exploitation entre différents groupes perçus comme culturellement et racialement différents. Tout au long du vingtième siècle, ces points de vue ont conduit à la définition d'un ensemble de domaines professionnels de plus en plus cloisonnés pour gérer une série de « ressources » naturelles et culturelles, vues essentiellement à travers le prisme de leurs avantages apparents pour l'homme, et partant, ont souvent aggravé les processus de dégradation environnementale et culturelle.

Nous vivons aujourd'hui avec les legs de tels développements, ce qui se traduit dans la pratique par un système fragmenté de politiques, de législations et de pratiques nationales et internationales dans le cadre desquelles les tentatives de préservation d'une forme spécifique de patrimoine risquent en fait de faire obstacle aux tentatives de préservation de l'autre ou, au mieux, de les compliquer. Compte tenu des importants défis mondiaux et régionaux liés à l'environnement et des forces qui affectent le patrimoine culturel et naturel, y compris le changement climatique, l'utilisation des terres, l'urbanisation et l'évolution démographique, il est urgent de mettre en place de nouvelles politiques mieux coordonnées pour gérer et préserver les paysages considérés comme formant un tout englobant à la fois la nature et la culture et leurs interactions.

Les problèmes découlant d'une approche fragmentaire de la conservation et de la gestion de la culture et de la nature sont connus de nombreux acteurs dans le monde, y compris de nombreux peuples autochtones, qui remettent depuis longtemps en question de telles pratiques. Par exemple, les questions relatives au rapport entre le patrimoine culturel et la santé environnementale se font plus cruellement ressentir lorsque l'on considère la terre elle-même comme une partie de son identité et les plantes, les animaux et les forces naturelles comme ses proches. De même, nous savons que le changement climatique a des effets sans commune mesure sur les populations les plus défavorisées, ce qui montre les liens importants entre la justice environnementale et la justice sociale.

Récemment, un certain nombre d'organisations internationales non gouvernementales ont aussi attiré l'attention sur ces problèmes. Par exemple, les Parties à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CBD) ont relevé en 2009 la nécessité d'une coopération plus étroite dans le domaine de la conservation de la diversité biologique et culturelle, d'où l'élaboration d'un programme conjoint UNESCO-CBD sur la diversité biologique et culturelle qui a abouti à la Déclaration de Florence de 2014 sur les liens entre la diversité biologique et la diversité culturelle. De même, le programme Leadership du patrimoine mondial est un partenariat entre l'ICCROM, l'UICN et le ministère norvégien du Climat et de l'Environnement, mené en collaboration avec le Centre du patrimoine mondial et l'ICOMOS, qui vise à attirer l'attention sur les liens entre la nature et la culture et à contribuer à l'amélioration des pratiques de conservation et de gestion de ces deux éléments.

Cela étant, les mécanismes précis qui permettraient de protéger et de gérer efficacement les interdépendances et les interactions entre les personnes, la culture et la nature n'ont pas été bien coordonnés. L'interdépendance des droits de l'homme et de l'environnement a été particulièrement mise en avant en tant que priorité stratégique du Conseil de l'Europe. L'appauvrissement de la biodiversité, le changement climatique, l'extinction des espèces, la pollution et la dégradation globale des écosystèmes de la terre ont de profondes répercussions mondiales sur la jouissance des droits de l'homme et appellent la plus large coopération possible au niveau mondial.

En tant que principale organisation de défense des droits de l'homme en Europe, le Conseil de l'Europe est exceptionnellement bien placé pour donner des orientations à ce sujet. Ce n'est qu'en adoptant une approche intégrée/globale et intersectorielle fondée sur la compréhension de la diversité naturelle, de l'environnement culturel et du climat en tant qu'éléments interdépendants et placés dans leur contexte que nous serons en mesure de faire face aux crises qui menacent aussi l'environnement culturel et naturel.

Il est désormais largement admis et compris que l'homme a modifié le climat et l'environnement dans une telle mesure qu'il n'est plus possible de supposer que la géologie, l'écologie et le climat de la planète resteront stables, même à l'échelle d'une vie humaine. Il semble qu'on doive juger inévitable un changement environnemental et physique plus ou moins important, dont la perte de certaines ressources culturelles et naturelles. La gestion du patrimoine s'est traditionnellement opposée à ces changements par des processus actifs de conservation, mais l'accent mis sur les paysages et la compréhension intégrée des valeurs culturelles et naturelles offrent un grand potentiel pour réorienter les efforts de gestion du patrimoine vers un travail productif allant dans le sens des changements inévitables. De nouveaux concepts de gestion comme la « libération adaptative » définie comme « reflétant une décision active de tenir compte et d'interpréter la transformation dynamique d'un bien patrimonial et de ses valeurs et significations associées en se référant à des cadres paysagers plus larges » (DeSilvey et al 2021)¹ et s'appuyant sur les travaux du programme de recherche Heritage Futures (Harrison et al 2020)² sont particulièrement pertinents. De même, ces approches semblent indiquer qu'il faut réfléchir au-delà de la conservation d'espèces, d'objets, de lieux et de pratiques individuels pour se concentrer sur les valeurs qui découlent de leurs connexions et interdépendances.

Le document « L.I.N.K.E.D. », qui repose sur l'approche des droits de l'homme et de la participation du Conseil de l'Europe et sur les conventions de l'Organisation dans le domaine de la culture, de la nature et du paysage, présente un certain nombre d'actions et d'outils possibles au niveau national, régional ou local, selon le cas, pour renforcer les liens indissociables entre les personnes, la culture et la nature, ce qui laisse supposer une approche globale de l'élaboration des politiques, de la gestion, de la recherche et de la pratique mettant l'accent sur l'intégration de la sensibilisation à l'environnement et de la justice environnementale et sur la lutte contre les inégalités sociales et économiques. Étant donné que l'environnement culturel et naturel est principalement régi par les mêmes mesures et instruments, les lignes directrices ont pour objet de mettre en évidence de nouvelles façons de combiner et/ou d'intégrer ces mesures pour mieux protéger et accroître la diversité culturelle, naturelle et paysagère, vitale pour le développement durable et le bien-être de notre planète.

* Les opinions exprimées dans cette Postface sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la ligne officielle du Conseil de l'Europe.

¹ Caitlin DeSilvey, Harald Fredheim, Hannah Fluck, Rosemary Hails, Rodney Harrison, Ingrid Samuel & Amber Blundell (2021) *When Loss is More: From Managed Decline to Adaptive Release, The Historic Environment: Policy & Practice*, 12:3-4, 418-433, DOI: 10.1080/17567505.2021.1957263

² Rodney Harrison, Caitlin DeSilvey, Cornelius Holtorf, Sharon Macdonald, Nadia Bartolini, Esther Breithoff, Harald Fredheim, Antony Lyons, Sarah May, Jennie Morgan, and Sefryn Penrose (2020) *Heritage Futures: Comparative Approaches to Natural and Cultural Heritage Practices*. Londres : UCL Press